



sur la Traite des Personnes

Un Bulletin des Nouvelles, Infos et Analyses sur la Traite des Personnes en Afrique Australe

L'Organisation internationale pour les migrations • Pretoria • Afrique du Sud



Bulletin 2 / Mai 2004

A L'INTÉRIEUR

Une campagne régionale sur la traite des enfants

'Mareyane' recrute des femmes swaziennes et mozambicaines

Infiltration des syndicats criminels dans les structures de lutte contre la traite des personnes

Le Mozambique réforme les lois sur l'enfant

Les jeunes filles victimes de la traite en Tanzanie

En Ukraine, les victimes aident à poursuivre les trafiquants

ÉVÉNEMENTS

22-23 juin, à Johannesburg : *Share Hope Conference* sur la traite des personnes en Afrique australe

Des femmes sud-africaines victimes de la traite à Macau

Des femmes sud-africaines sont victimes de la traite des personnes dans la ville de Macau, à l'Est de l'Asie, ancienne colonie portugaise proche du fleuve Pearl de Hong Kong qui, en 1999, est devenue une région administrative spéciale de la Chine (voir la carte, en bas à droite). La ville de Macau est surnommée la "Las Vegas de l'Asie" pour ses nombreux casinos, boîtes de nuit, et 'saunas' dans lesquels de jeunes femmes sud-africaines sont recrutées suite à de fausses offres de travail avant d'être contraintes par la suite à se prostituer, sans réussir à s'échapper. De source policière, les sud-africaines ont été victimes de la traite pour la première fois à Macau en 2000.

En février 2004, après un mois de cauchemar, Nicola*, une sud-africaine âgée de 23 ans, a fui ses ravisseurs de Macau, avant de retourner en Afrique du Sud avec l'aide de fonctionnaires juridiques de Macau. Dans un entretien avec l'OIM, Nicola a affirmé avoir rencontré à Macau neuf autres victimes sud-africaines noires, blanches et métis, âgées entre 18 et 21 ans, qui ont vraisemblablement été contraintes de se prostituer dans les 'saunas' de Macau. Elle ajoute que certaines de ces femmes n'ont pas pu s'échapper de Macau durant les deux dernières années et pourraient avoir été revendues plusieurs fois à différents agents. "vous êtes généralement vendue à un sauna... et il n'y a ensuite aucun moyen d'en sortir"

Selon Nicola, la traite des personnes entre l'Afrique du Sud et Macau est dirigée par deux ressortissants sud-africains impliqués dans le commerce du sexe de Johannesburg (un homme et une femme) et deux autres associés qui sont connectés à trois citoyens chinois ayant des liens étroits avec les réseaux locaux de crimes organisés ("triades") de Macau. Par le biais d'offres d'emploi alléchantes à l'étranger, ils ciblent des jeunes femmes de 15 à 25 ans, ayant une expérience de strip-teaseuse ou de prostituée à Johannesburg. Nicola, par exemple, travaillait dans un club de strip-tease situé au Nord de Johannesburg avant qu'une offre similaire de travail à Macau lui ait été proposée, tous frais payés à l'avance, avec en prime un logement de luxe, et un salaire estimé entre 10 000\$ et 20 000\$. " C'est une offre que vous ne pouvez pas refuser," a-t-elle confié à l'OIM.

Les trafiquants recrutent également des sud-africaines pour les vendre à Macau à travers des petites annonces placées dans des journaux sud-africains ou des sites Internet spécialisés sur le sexe. Une fois le contact établi avec leurs victimes potentielles, les trafiquants les droguent afin de les influencer à partir à l'étranger. Nicola indique que les drogues jouent "un grand rôle" dans la phase de

recrutement, elle en a consommé jusqu'au jour de son départ pour Hong Kong à l'aéroport international de Johannesburg. "[L'agent] approchait quelques filles sachant qu'elles en prenaient [ces drogues], et alors il vous encourage à consommer... J'étais sous l'influence du vin et des drogues en partance pour Hong Kong." Selon Nicola, les trafiquants sud-africains gagnent approximativement 500 \$ (3400 Rands) pour chaque femme recrutée pour travailler à Macao.

Début 2004, Nicola a voyagé à Macau par avion, transitant par Hong Kong. A leurs arrivées à Hong-Kong, les sud-africains bénéficient d'un visa d'entrée d'un mois. Les personnes souhaitant se rendre à



Macau doivent faire une demande dans un bureau d'immigration à Hong Kong.

À l'aéroport international de Hong Kong, Nicola a été accueillie par trois ressortissants chinois qui l'ont identifiée grâce à la photographie qui leur avait été fournie par leurs associés sud-africains. Elle a été transférée en bateau à Macao où elle a été enfermée à clef au troisième étage d'un immeuble. C'est là qu'elle a rencontré Christine *, une sud-africaine de 19 ans qui est tombée dans le même piège quelques mois plus tôt par le même syndicat.

Le Passeport de Nicola a été confisqué et ses ravisseurs lui ont imposé une dette qui augmentait au fur et à mesure, commençant à 16 000 patacas de Macau (approximativement 1992\$ ou 13000 rands) . "La dette augmente chaque jour," a-t-elle confié à l'OIM. Dans l'appartement, Nicola et Christine n'étaient nourries qu'une fois par jour, n'avaient pas le droit de téléphoner, et n'étaient autorisées à sortir de l'appartement qu'en compagnie d'une escorte. Nicola indique que les trafiquants ont souvent physiquement abusé des femmes dans

La suite à la page 4 ►



Département des Affaires Étrangères
Norvège

Une campagne régionale donne la priorité à la traite des enfants

En juin 2002, des organisations émanant de la société civile en Afrique australe ont lancé la Campagne Régionale contre la Violence sur les Enfants afin de combattre l'exploitation sexuelle, domestique, et commerciale des enfants, y compris la traite des enfants. La campagne a été lancée par 13 O.N.G impliquées dans le domaine des enfants au Mozambique, en Zambie, au Zimbabwe, en Angola, en Namibie et en Afrique du Sud, et par leurs partenaires internationaux.

Les objectifs de la campagne ont été de (i) sensibiliser le public et promouvoir un changement de comportement ; (ii) pousser les gouvernements de la région à se pencher sur une législation en matière de protection des enfants, et (iii) stimuler la collaboration entre la société civile et les gouvernements afin de réhabiliter et réintégrer les victimes

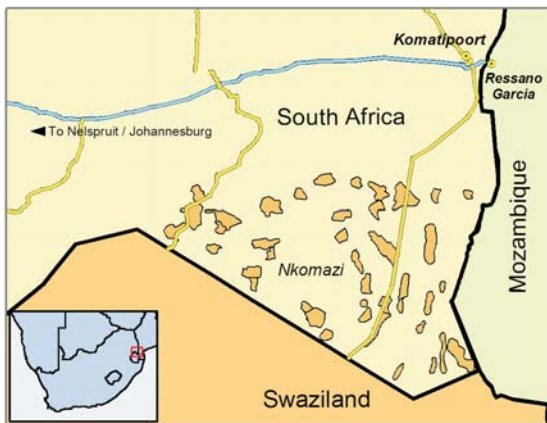
de la traite d'enfant, parmi les autres.

Au cours des deux dernières années, la campagne s'est concentrée sur la prévention de la traite des enfants, à travers la recherche, la diffusion de l'information, les recommandations, et l'aide aux victimes. Les O.N.G membres ont amorcé des études sur la traite des enfants en Zambie, au Zimbabwe et en Afrique du Sud, et ont produit un programme hebdomadaire de radio en Zambie qui inclut des discussions sur la traite des enfants. Au Mozambique, les efforts en matière de recommandation ont conduit à la création d'un programme pour la protection des femmes et des enfants au Ministère de l'Intérieur en collaboration étroite avec la commission de réforme juridique du pays pour mettre à jour des lois existantes de la protection de l'enfant.

La campagne a incité l'Afrique du Sud à

intégrer la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle dans le *Sexual Offences Bill* et dans le cursus scolaire national pour que les enfants soient sensibilisés aux dangers de la traite des personnes. La campagne a également conduit à la formation des fonctionnaires parmi les responsables en charge de l'application de la loi au Mozambique sur la traite des personnes, et a établi deux unités d'aide aux victimes aux postes frontières de Namaacha et de Ressano Garcia.

La campagne est coordonnée régionalement par la Fondation pour le Développement Communautaire et est basée à Maputo. Ses présidents sont Graca Machel et l'archevêque Desmond Tutu. Pour plus d'information, consulter le site www.againstchildabuse.org ■



Les bidonvilles, disséminés et densément peuplés de la zone rurale de Nkomazi, appelée KaNgwane, au Nord-Est de l'Afrique du Sud (ci-dessus), est le lieu d'habitation d'environ 290 000 personnes. Les responsables de la traite traversent généralement la frontière de manière illégale ou utilisent un des nombreux postes frontière voisins (y compris le récif de Jeppe et les postes de frontière de Mananga que l'Afrique du sud partage avec le Swaziland ou le poste frontière de Lebombo qu'elle partage avec le Mozambique) pour transporter leurs victimes à Nkomazi.



Les femmes victimes de la traite à Nkomazi sont habituellement vendues comme domestiques ou esclaves sexuelles dans les maisons privées (semblables à celles de la photo ci-dessus). Ces maisons font également office de 'maisons de transit' où les victimes de la traite en route vers la province de Gauteng en Afrique du Sud sont souvent logées temporairement.

'Mareyane' recrute des femmes swazies et mozambicaines

Des trafiquants vendent des femmes swazies et mozambicaines autour de Nkomazi, zone de bidonvilles très peuplée, située au sud du Parc Kruger en Afrique du Sud, et proche des frontières du Swaziland et du Mozambique (voir la carte, à gauche).

Les syndicats de la traite sont des hommes swazis ou mozambicains, connus sous le nom de 'mareyane', et sont responsables du recrutement, tandis que leurs patrons sud-africains possèdent des taxis minibus et ont des contacts parmi les conducteurs. Bien que beaucoup d'entre eux aient habité à Nkomazi pendant une période de temps considérable, et connaissent assez bien le côté sud-africain de la frontière, les mareyanes se servent de leurs connaissances spécifiques de certaines régions du Mozambique et du Swaziland, et de leurs contacts à la frontière pour faciliter le passage des femmes et des filles victimes de la traite en Afrique du Sud. Au Mozambique, dans les zones telles que Moamba et Magude, et dans la province de Gaza, ils font des propositions d'emploi, d'argent facile, de meilleures opportunités en matière d'éducation, d'une meilleure vie ou d'offres de mariage aux filles et aux femmes âgées de 15 à 45 dans l'espoir de les faire traverser la frontière sud-africaine. De temps en temps, les femmes acceptent de voyager en Afrique du Sud avec leurs enfants en étant convaincues que les mareyane connaissent leurs maris à Johannesburg. Le mareyane entraînera ses victimes dans des voyages périlleux, parfois à pied, sur une longue distance ou en taxi minibus, vers la frontière sud-africaine, où il les viole parfois, et s'empare de leurs effets personnels et de leur argent. Un certain nombre de mareyane se spécialisent dans le trafic de migrants, et exerceront une activité de traite des femmes seulement s'il s'agit de faire passer illégalement un grand nombre de personnes -dont des hommes, des personnes âgées, et des migrants venant d'aussi loin que le Pakistan- vers l'Afrique du Sud. Après avoir franchi la frontière illégalement vers l'Afrique du Sud, les mareyanes prennent contact avec des conducteurs de taxi à Nkomazi qui rassemblent et transportent les femmes dans les lieux d'habitation sûrs dans les bidonvilles de Nkomazi, tels que Tonga, Naas, Mzinti, Kamhlushwa, Driekoppies ou Schoemansdal.

Les femmes sont ensuite vendues individuellement et à « très bon marché » aux sud-africains locaux et aux mozambicains souvent pour quelques centaines de Rands seulement. Dans les maisons privées des acheteurs, ces victimes de la traite vivent dans des conditions de servitude quotidienne qui sont souvent soumises au travail domestique forcé, la violence physique, et la violence sexuelle. Elles sont " traitées comme des esclaves" et ne reçoivent pour unique paiement que le logement et la nourriture.

Bien que ressemblant à un mariage forcé elles sont souvent désignées comme les « épouses » de leurs acheteurs les victimes sont rarement mariées selon les coutumes traditionnelles ou par quelque union civile, et n'ont aucun droit de renier leur acheteur.

Il n'y a actuellement que peu d'aide mise à disposition pour les femmes victimes de la traite à Nkomazi.

Infiltration des syndicats criminels dans les structures de lutte contre la traite

En février, l'OIM et le Parlement Européen ont accueilli une réunion à Bruxelles pour discuter des résultats et des recommandations suivant une recherche de 14 mois se concentrant sur l'infiltration des réseaux criminels dans les structures de la traite des personnes, en faisant participer l'Union Européenne, les candidats à l'Union Européenne, et des pays voisins sélectionnés. La réunion a rassemblé les représentants et les experts de la Commission Européenne, du Parlement Européen, des gouvernements des pays participants et du secteur non-gouvernemental afin de développer de futures recommandations et initiatives contre la traite des personnes, qui pourraient être mises en application au niveau européen et international.

La recherche, financée par le programme Hippocrates 2002 de la Commission Européenne de la justice et de la Direction des Affaires Intérieures, a examiné à la fois

les agences chargées d'appliquer la loi et d'autres agences travaillant pour combattre la traite des personnes, ainsi que d'autres O.N.G et agences de soutien aux victimes.

Sur 100 participants experts examinés, 25 ont reconnu avoir eu une expérience directe de l'infiltration, 37 ont eu une expérience indirecte avec l'infiltration et ont été au courant de cas spécifiques. 91 sur 100 ont admis qu'il existait un réel problème et ont reconnu le besoin de prendre des mesures pour protéger leurs structures contre l'infiltration.

63 sur 100 ont déclaré qu'ils avaient été préoccupés ou très préoccupés par le problème de l'infiltration dans leurs pays respectifs. 55 sur 100 ont avoué que le risque d'infiltration était susceptible de se développer à l'avenir.

Le projet, lancé en janvier 2003, a établi un lien clair entre le travail contre la traite et

l'infiltration et d'autres risques de sécurité provenant des activités des organisations

criminelles.

Ce projet a également identifié le besoin de répondre au problème de l'infiltration à la fois pour protéger les victimes et les personnes travaillant contre la traite des personnes, et rendre efficace l'application de la loi et des systèmes juridiques.

Le projet réclame surtout plus de coopération, d'échanges d'information et de recherche. Parmi les propositions pour le futur, le projet inclut une législation comparative et une revue politique; l'établissement de groupes de coordination multi-sectoriels pour faire face aux problèmes pouvant survenir; l'établissement de dispositions légales et de mesures spécifiques pour augmenter la protection physique, juridique et la collecte d'informations sur les victimes et le personnel luttant contre la traite; le renforcement des procédures de gestion appropriées; et un code de conduite. ■



In extenso

Les phénomènes... d'exportation des personnes, de meurtre et d'enlèvement d'organes humains, [et] la pratique de la pédophilie, indiquent l'apparition de nouveaux types de corruption sexuelle, en particulier l'attrait, l'achat ou l'enlèvement d'enfants et de mineurs à des fins de tourisme sexuel... [ceci] constitue non seulement une aberration des valeurs culturelles les plus fondamentales de notre pays mais nous impose également, à nous, mozambicains, un défi que nous devons surmonter. À cet effet, nous devons rester résolu et déterminés.

Joaquim Chissano, Président du Mozambique, dans son discours pour la nouvelle année, 2004

Nous sommes très préoccupés et irrités par les viols, meurtres, la traite des enfants et le trafic d'organes qui ont été rapportés... En tant que membres du Parlement du FRELIMO nous tenons à informer que nous sommes disponibles et prêts à rédiger une loi contre la traite des enfants et le trafic d'organes.

Manuel Tomé, membre du comité parlementaire du FRELIMO, 2004



KIWOHEDE : Les jeunes filles victimes de la traite vendues à Dar-es-Salaam

L'Organisation de la Santé et du Développement des Femmes de Kiota (KIWOHEDE) est une organisation non gouvernementale de Dar es Salaam, qui s'occupe des jeunes filles victimes de la traite en ville. En 2002, KIWOHEDE a conduit une étude en Tanzanie et a découvert que le pays était victime de la traite des personnes à l'intérieur de ses frontières, à partir des zones rurales, telles que la région d'Iringa dans la partie sud-ouest du pays, proche de Dar es Salaam. KIWOHEDE a remarqué que les activités liées à la traite étaient plus importantes d'octobre à décembre, lorsque les écoles primaires ferment et les filles ne savent pas si elles pourront aller à l'école secondaire au cours de la nouvelle année. Sinon, elles peuvent être amenées à travailler dans la prostitution ou tout autre travail d'exploitation à Dar es Salaam, où elles peuvent être achetées autour des kiosques locaux.

Une recherche instantanée a identifié au moins 60 kiosques dans Dar es Salaam, notamment dans les secteurs de Manzese, qui signifie littéralement en swahili le "repère de la hyène".

KIWOHEDE a également identifié l'existence de la traite transfrontalière au travers et à partir de la Tanzanie. Dans certains cas, des jeunes filles du Malawi et de la Zambie ont été recrutées par des conducteurs de camion ou les commerçants à des fins de travail forcé à Dar es Salaam.

Dans d'autres cas, des filles tanzaniennes ont été transportées vers les pays du Golfe, ou vers les pays de l'Afrique du nord. En 2002, 23 filles indiennes avaient été découvertes, travaillant comme prostituées dans un hôtel de Dar es Salaam. Elles avaient été emmenées en Tanzanie comme danseuses,

mais ont été vendues aux enchères et contraintes par la suite de se prostituer. Alors sans possession de papiers d'identité, elles auraient été déportées en Inde. ■

Mozambique Reforme les Lois sur les Enfants

Un « rapport final sur l'examen législatif pour la protection des enfants au Mozambique » vient d'être achevé, faisant un éventail de recommandations concernant la réforme des lois régissant la punition des outrages sexuels contre les enfants au Mozambique, y compris la traite des enfants. L'étude recommande que le Mozambique ratifie le protocole de l'ONU pour empêcher, supprimer et punir la traite des personnes, et pour incorporer les dispositions du protocole dans une nouvelle loi de protection de l'enfant. Une première ébauche de la législation proposée doit être soumise au Parlement vers la fin de 2004. ■

Recrutées par 'Mareyane' et vendues dans la Servitude

Continue de la page 2

Dans cette zone de 290.000 habitants, un foyer seulement vient en aide aux femmes victimes de violence, leur apportant conseil ainsi que la mise à disposition de transports jusqu'à un poste frontière afin de les aider à retourner chez elles.

Bien que les chiffres exacts des victimes ne soient pas connus, les conseillers du foyer affirment que la majorité des victimes transportées jusque dans cette zone vient du Swaziland, avec une moyenne de quinze cas identifiés chaque mois. ■

Vendues dans la Servitude aux 'Saunas' de Macau

l'appartement, les menaçant d'une éventuelle arrestation par la police, et les menaçant de mort. « Ils ont dit que je leur devais de l'argent et que je leur appartenais... ils me faisaient comprendre que si je ne jouais pas leur jeu, je ne verrai plus jamais ma famille ». Les femmes nouvellement recrutées ont rarement le droit d'entrer en contact avec celles qui sont à Macau depuis un certain temps, et continuent d'être droguées par leurs trafiquants.

Les trafiquants ne dévoilent pas leurs identités aux victimes, ils utilisent des surnoms et conduisent différentes voitures à chaque fois qu'une victime veut être transportée. Selon Nicola, ces trafiquants sont liés « aux grands patrons » de la criminalité de Macau qui ont des intérêts dans les saunas de la ville, les entreprises de jeu et le commerce des drogues. Nicola indique que "les patrons de sauna se connaissent tous" et que ces liens existent aussi entre les trafiquants basés à Macao et ceux travaillant hors de Hong Kong. Les trafiquants de Nicola l'ont déplacée de sauna en sauna, et l'ont ensuite placée dans un établissement avec environ 100 femmes, venant de Russie, mais également du Vietnam et de la Thaïlande. Nicola pense que toutes les femmes travaillant dans ce sauna sont des victimes de la traite. Elle a également raconté que ce sauna possédait différents prix de femmes à la vente. D'après des critères de nationalité et d'apparence physique, chaque femme est numérotée et codée selon sa couleur de peau. Le numéro et la couleur assignés à chaque femme détermineraient alors son prix, et les clients des saunas pouvaient sélectionner les femmes qu'ils désiraient à l'aide de petites cartes avec leurs

photographies. "Ils vous vendent comme un numéro... vous êtes un numéro, c'est tout ce que vous êtes. Ils vous vendent dans une catégorie," dit Nicola.

Après avoir été forcée à signer un contrat de trois pages en caractères chinois qu'elle n'a pas compris, Nicola a été placée dans la catégorie exclusive « Noire VIP », pour laquelle les propriétaires de sauna faisaient payer 5000 patacas, soit environ 623 \$ ou 4000 rands. Le sauna était ouvert 24 heures par jour et les femmes vendues à l'établissement devaient travailler 12 heures d'affilée, pour satisfaire 16 clients, en commençant leur travail à 18 heures.

Tous les revenus de Nicola ont été récupérés directement par ses trafiquants auprès des propriétaires des saunas. « J'ai travaillé là-bas pendant 2 jours et je ne pouvais plus [continuer] » affirme Nicola. « Je leur ai demandé si je pouvais avoir mon passeport et rentrer à la maison... J'ai été sévèrement battue et ils m'ont dit que si je ne travaillais pas, ils me renverraient à la maison dans un cercueil. »

Refusant de continuer de travailler au sauna en dépit des menaces persistantes de ses trafiquants, Nicola a été sévèrement battue et laissée pour morte dans la rue. Elle a été récupérée inconsciente et hospitalisée pendant trois jours. Quand elle s'est sentie mieux, les fonctionnaires chargés de faire respecter la loi à Macao ont aidé Nicola à porter plainte contre ses trafiquants (la traite des personnes est un acte criminel à Macao) et l'ont aidée à retourner paisiblement en Afrique du Sud. Nicola est certaine qu'il reste des jeunes femmes sud-africaines en captivité à Macau qui ont besoin d'aide, et qui veulent retourner chez elles. ■

*Son nom a été modifié

Attendues à travailler comme prostituées

L'OIM de Yerevan avec une O.N.G. locale avec un partner local avec l'assistance de six femmes d'Ouzbékistan libérées d'un bordel, suite à l'arrestation par les autorités Arméniennes de trois responsables de la traite de l'Homme. Les six femmes, ainsi que deux autres habitant actuellement dans une autre maison sûre pour des raisons de sécurité, ont dit à l'OIM qu'elles ont laissé Uzbekistan sachant qu'on s'attendait à ce qu'elles travaillent comme prostituées, mais avaient été trompées et ont été détenue comme captive à l'arrivée. Quand elles sont arrivées à Yerevan en août, les femmes âgées de 18 à 30, ont cru qu'elles ont devraient rembourser entre US\$2,500 et US\$5,000 comme "honoraires de contrebande" et verser 50% de leurs revenus au responsable de la traite. Mais en quelques jours leurs passeports ont été confisqués,

leurs mouvements ont été limités, leur charge de travail dictée, et leurs "dettes" aux traiteurs élevés sans interruption. Après avoir travaillé sept jours par semaine depuis leur arrivée, on leur a dit qu'elles devaient toujours des milliers de dollars.

Les femmes ont dit qu'elles avaient accepté l'offre des traiteurs 'pour travailler en Arménie parce qu'elles n'avaient aucun choix. Elles ont indiqué qu'elles ont voulu s'échapper des conditions de la vie sociaux et économiques déplorable en Uzbekistan.

Le chef de mission de l'OIM en Arménie Martin Wyss affirme que d'autres causes de cas similaires incluent souvent "la violence domestique, les violations de droits de l'homme, la pauvreté et le traitement inégal." L'OIM de Yerevan, en coopération avec IOM Almaty, les aidera à retourner dans leur pays en Uzbekistan, si elle le veulent" dit-il. ■

En Ukraine, les victimes aident à poursuivre les trafiquants

L'Ukraine fut l'un des premiers pays d'Europe à criminaliser formellement la traite des personnes. En réponse au recrutement des femmes et des filles à des fins d'exploitation sexuelle en Europe de l'Ouest, en Europe Centrale et au Moyen-Orient, ainsi qu'au recrutement des hommes et des garçons pour le travail forcé, le pays a adopté un nouveau code criminel en 2001, dont l'article 149 condamne juridiquement la traite des êtres humains. Parallèlement, l'Ukraine a créé des unités pour lutter contre la traite, spécialisée dans l'application juridique dans le cadre du département de recherches criminelles du Ministère de l'Intérieur. Ces unités spécialisées de police, qui comportent maintenant environ 170 officiers, ont été établies et formées par le gouvernement ukrainien en raison d'une initiative commune entre le gouvernement et l'OIM. Grâce à ces changements, on a constaté une augmentation progressive du nombre de cas de traite étudiés et classés. Alors qu'en 1998, seulement deux cas de traite avaient été classés, le nombre a atteint 289 en 2003. Entre 1998 et 2002, seulement 41 condamnations pour traite des hommes ont été répertoriées. En 2003, on en a dénombré 160.

Bien qu'elle ne soit pas exigée par la loi, une plainte de la victime, ou son témoignage devant le tribunal, sont perçus comme nécessaires pour une poursuite judiciaire réussie. La possibilité pour les victimes de la traite d'être représentées légalement par l'OIM dans les cas criminels est une étape importante pour l'efficacité de la poursuite judiciaire des responsables de la traite. Les victimes de la traite recevant l'aide de l'OIM de Kiev acceptent de plus en plus de coopérer avec les agences ukrainiennes chargées d'appliquer la loi et de témoigner devant le tribunal sur une base volontaire, augmentant ainsi les procès à l'encontre des responsables de la traite. Les statistiques de 12 villes démontrent qu'en 2001, 84 victimes de la traite seulement ont témoigné, contre 278 en 2003. Un tel appui aide à combler le manque de croyance et de confiance entre les victimes et les responsables en charge du respect du droit, de ce fait, encourageant les victimes à coopérer pour l'identification des responsables de la traite et pour témoigner dans des démarches de poursuites criminelles. ■

L'OEIL sur la Traite des Personnes

est un bulletin trimestriel publié par
l'Organisation internationale pour les
migrations (OIM)
Pretoria, AFRIQUE DU SUD

Tel +27 (0) 12 342 2789

Fax +27 (0) 12 342 0932

www.iom.int / www.iom.org.za

Souscrivez électroniquement par e-mail à
eye@iom.int (Gratuit)